



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Contre la « loi travail » et son monde, contre ce gouvernement à la botte du MEDEF, TOUS EN GRÈVE LE 15 SEPTEMBRE

BULLETIN AUTO NPA LORRAINE NORD – PSA TREMERY & METZ-BORNAY – SEPT. 2016

Enfin, le gouvernement Hollande-Valls a fait passer sa loi travail en utilisant une fois de plus le « 49-3 » en plein été. Et pourtant, pendant plus de 4 mois, la mobilisation contre la « loi El Khomri » a montré la capacité du monde du travail à entrer en résistance contre la volonté de ce gouvernement d'imposer toujours plus de précarité et de dérèglement. Les grandes journées de grève, les occupations de place, les manifestations ont ôté toute légitimité à ce gouvernement qui a dû recourir à une répression sans précédent et à son « 49-3 » pour faire adopter sa loi scélérate.

Et après les nouvelles tueries qui ont eu lieu cet été, c'est sans aucun scrupule que ce gouvernement, tout comme la droite et l'extrême droite, ont exploité l'horreur légitime et la peur provoquées par l'attentat de Nice et l'assassinat de Saint-Etienne-du-Rouvray.

Refusons l'état d'urgence permanent, refusons le racisme d'état

Durant tout l'été, le gouvernement a multiplié les offensives racistes et répressives, avec le concours de la droite, amplifiant les campagnes racistes et haineuses contre les musulmans et les réfugiés, qui sont en Syrie et en Irak les premières victimes du prétendu « État islamique ».

Il a prolongé l'état d'urgence et toutes les restrictions des libertés qui sont liées, comme si cela avait la moindre efficacité pour empêcher les attentats. Il a annoncé la mise en place d'une « garde nationale » de 200 000 militaires et volontaires civils, renforçant la militarisation de la société, la circulation des armes et l'arbitraire policier.

Le comble a été atteint quand tout ce « beau monde » a tenté de nous faire croire qu'un péril menaçait la France : la tenue vestimentaire dans laquelle quelques femmes musulmanes allaient à la plage et se baignaient. Ils ont ainsi fait du « pays des droits de l'homme » la honte et la risée de la planète. Mais ce racisme d'État n'a rien d'innocent : il sème la méfiance, la division et la haine et il détourne l'attention des vrais maux dont souffre la société.

Une seule solution : la mobilisation

Pendant ce temps, les 1% qui possèdent les richesses (banques et patronat) continuent à nous imposer leur loi. C'est pourtant bien contre eux qu'il faut reprendre l'offensive en cette rentrée, car c'est sur ce terrain et non dans la mascarade électorale de la présidentielle qu'il sera possible d'imposer d'autres choix, au service des 99% qui travaillent ou voudraient travailler.

Jeudi 15 septembre, l'intersyndicale opposée à la loi El Khomri appelle à une nouvelle journée de grèves et de manifestations pour son abrogation. Même si nous savons qu'il en faudra bien plus pour faire reculer gouvernement et patrons, nous devons nous saisir de cette journée de mobilisation pour dire que nous refusons non seulement la « loi travail », mais aussi « son monde » qui est de plus en plus en crise.

Toutes les raisons de reprendre la rue

D'autant que certains se mobilisent déjà : le 31 août, les dockers ont bloqué le port du Havre jusqu'à obtenir la libération de deux de leurs camarades, placés en garde à vue le matin même, pour « violence en réunion » lors de la manifestation nationale... du 14 juin à Paris.

S'agissant des victimes de la répression, qu'elle soit patronale ou d'État, plusieurs cas emblématiques donneront l'occasion de se mobiliser pour exiger la relaxe des salariés poursuivis. A Metz, Denis et Yann seront de nouveau convoqués au TGI, le procureur ayant fait appel du jugement en première instance. Denis et Yann avaient alors été relaxés le 26 avril dernier. Cela démontre l'intention du gouvernement de briser toutes contestations.

A nous de tout faire pour que la colère et la détermination des derniers mois se fasse de nouveau entendre très vite.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur
Et maintenant sur Facebook



Des profits record pour PSA et Renault

Au 1^{er} semestre 2016, Renault a atteint une rentabilité « record », dégageant un bénéfice net de 1,5 milliard d'€, (+ 7,5 %). Mais PSA n'est pas en reste : au premier semestre 2016, son bénéfice net a été multiplié par deux. Il s'est élevé 1,21 milliard d'€ contre 571 millions d'€ les 6 premiers mois de 2015. Et sur les 6 premiers mois de l'année, PSA a réalisé une marge opérationnelle de 6,8% pour sa division automobile.

Si Renault et PSA affichent quasiment le même niveau record de rentabilité, c'est en partie le résultat de l'augmentation des ventes en Europe. Mais c'est surtout la conséquence de leurs plans respectifs de « compétitivité », reposant sur le blocage des salaires, la flexibilité et la compression des effectifs salariés.

Ces profits record profitent aux actionnaires dont les dividendes ne cessent d'augmenter. Pourtant, PSA et Renault utilisent le même argument vis à vis des salariés : plus d'efforts pour encore plus de profits. Pour nous, le contexte a changé par rapport à l'époque où le patron usait du chantage à l'emploi pour faire passer ses attaques contre nos conditions de travail. Cet argent doit être distribués et les intérimaires embauchés !

PSA Trémery : canicule et irresponsabilité.

Lorsque nous avons dû travailler par plus de 35°C dans les ateliers, la direction nous a généreusement accordé une pause supplémentaire de 10 min. C'est un minimum tant notre corps est mis à l'épreuve dans de telles conditions mais c'était sans compter sur l'irresponsabilité de certains qui depuis leurs bureaux climatisés nous ont imposé 20 min *d'over time* en fin de poste. Cette décision en dit long sur la considération du patron envers ses ouvriers. La direction pourra répéter que la sécurité est sa « première exigence », on sait que le profit et sa seule préoccupation.

L'exploitation salariale : un problème de santé publique

Le chiffre est édifiant : d'après un rapport gouvernemental, plus de 1000 salariés décèdent en moyenne par an en France par accident du travail ou des suites d'une maladie professionnelle. En s'en tenant aux statistiques officielles, tous les jours 3 personnes meurent de leur travail en France. Il va sans dire que ce chiffre minimise largement la réalité du phénomène, L'immense majorité des responsables patronaux n'est pas poursuivie pour les crimes qu'ils commettent, et une infime minorité est condamnée à des peines très légères.

Trémery / Metz : PSA pratique la « vente par appartement ».

Lors du CE 28 avril, la direction de Trémery/Metz annonçait la vente du magasin MHF à « ONET logistique ». Sur le pôle, ce ne sont pas moins de 30 salariés qui se retrouvaient privés de leurs emplois bien qu'ils devraient être reclassés (merci patron!). Le 30 août, c'est la vente de la maintenance des installations générales à VEOLIA qui était annoncée privant une vingtaine de salarié de leur poste. Cela tend à précariser environ 50 emplois puisque ONET et VEOLIA, pour rester dans la course de la concurrence, devront soumettre leurs salariés à des conditions de travail difficiles et embaucher des intérimaires. De toutes évidences, PSA joue la carte de la « vente par appartement » vendant ses activités une à une, isolant ainsi les salariés et évitant une contestation massive. Seule la solidarité empêchera ces pratiques patronales!

FVM : Tout pouvoir pour Renault

La fonderie FVM près de Longwy, sous-traitante à 100 % du groupe Renault, est en redressement judiciaire depuis décembre 2015. Renault s'est lentement désengagé de FVM ces derniers mois en cherchant à faire jouer la concurrence avec d'autres sites où les conditions de travail sont plus dures. Les salariés ont menacé d'une grève et maintiennent la pression sur le constructeur automobile, dont l'État est actionnaire.

Comme toutes les multinationales, Renault a droit de vie ou de mort sur tous ses sous-traitants. Voici comment le sort de dizaines de milliers de salariés se retrouve décidé par une poignée d'actionnaires...

Alstom, SFR : licenciés pour les profits.

Le groupe Alstom a annoncé l'arrêt de son site de Belfort, où 480 travailleurs produisent notamment des trains. Pourtant Alstom ne rencontre aucune difficulté financière, au contraire ce groupe vient de signer des contrats importants avec la SNCF et aux États-Unis. Et c'est pareil chez SFR : rachetée en 2014 par Drahi, le patron de l'empire qui comprend aussi Libé, L'Express, Virgin mobile etc., elle lui sert de pompe à fric. 2,5 milliards de dividendes ont été versées en 2015 à Altice dont il est l'actionnaire principal. Mais il lui en faut plus et liquide aujourd'hui 5000 emplois. Les licenciements, le chômage, la misère... pas de problème pour les capitalistes tant que leurs profits augmentent.